

Crise politique : l'opposition renvoie la balle à Macron

Alors que le chef de l'État avait semblé mettre en demeure les différents partis de trouver une issue, ceux-ci l'ont au contraire appelé à « faire le premier pas ».

Retour à l'envoyeur. L'opposition a rejeté hier la responsabilité du déblocage de la crise politique sur Emmanuel Macron, refusant l'idée d'un gouvernement de coalition et lui enjoignant de proposer des mesures concrètes pour les Français, tout en souhaitant redonner au Parlement tout son rôle dans l'examen de textes « au cas par cas ». Avant de s'envoler hier pour un sommet européen de deux jours à Bruxelles, le chef de l'État a écarté mercredi soir devant 15,5 millions de téléspectateurs l'hypothèse d'un gouvernement d'union nationale, testée auprès de certains dirigeants de partis. Il a aussi demandé à la Nupes, au Rassemblement national et aux Républicains, qui l'ont privé de majorité absolue dimanche, de « dire en toute transparence jusqu'où ils sont prêts à aller » pour « bâtir des compromis » : « Entrer dans une coalition de gouvernement et d'action [ou] s'engager à voter simplement certains textes. »

« Pas un ultimatum »

Alors qu'il avait réclamé une réponse à courte échéance – d'ici à son retour de Bruxelles demain après-midi –, la porte-parole du gouvernement, Olivia Grégoire, a assuré qu'il n'avait « pas fixé un ultimatum de 48 heures ». Mais les réponses n'ont pas tardé. « C'est à lui de voir jusqu'où il peut aller pour les Français », a rétorqué le député Nupes-LFI François Ruffin, reprenant les mots du Président. « C'est lui qui est au pied du

mur, pas nous [...] S'il reste sur son projet, il n'a pas de majorité absolue, et c'est lui qui est coincé, c'est lui qui va bloquer la France », a résumé de son côté la députée Nupes-PS Valérie Rabault, qui a souligné que la Nupes veut « des choses très concrètes », par exemple le Smic à 1 500 euros. Le député Nupes-EE-LV Julien Bayou a, lui, promis que la gauche unie allait faire des propositions sur l'écologie. À droite, LR a aussi dit refuser tout contrat de coalition qui effacerait les « convictions » politiques de chacun. « Donc ce sera, pour nous, le cas par cas » sur le vote de textes au Parlement, a répété le président du groupe LR au Sénat, Bruno Retailleau. Les Républicains comptent eux-mêmes proposer des mesures la semaine pro-

chaine, avait rappelé la veille le nouveau chef de file de leur groupe, Olivier Marleix, qui a dit refuser de faire à l'exécutif un « chèque en blanc, de surcroît sur un projet peu clair ».

« Horizons » veut croire à une coalition

À Emmanuel Macron de « faire le premier pas [...], d'indiquer désormais sur quels points il est prêt à s'amender pour tenir compte du verdict des urnes », a abondé le président par intérim du RN, Jordan Bardella, citant la nécessité de « renoncer » à la retraite à 65 ans et de « baisser » les taxes sur les carburants. Dans les rangs macronistes, on ne désespère pourtant pas de pouvoir parvenir à un élargissement de la

majorité. Gilles Boyer, membre fondateur d'« Horizons » avec Édouard Philippe, qui avait appelé à construire une « grande coalition », a confirmé que le parti continuait d'essayer d'en constituer une avec certains LR, PS ou EE-LV. « Une coalition, c'est quoi : c'est identifier les grandes réformes sur lesquelles nous pourrions trouver des points d'accord. Et ensuite bâtir un accord de gouvernement », a-t-il déclaré, prédisant « plusieurs jours, semaines voire quelques mois de discussions » pour y parvenir. Mais attention, a mis en garde François Bayrou (Modem), autre allié macroniste : « l'idée qu'il suffit de recréer une majorité qui n'a pas été donnée par les électeurs » pour « continuer le business as usual » n'est pas possible, au risque d'aller vers « de nouveaux accidents » électoraux.

Le « dialogue » avec l'opposition est « enclenché » pour « plusieurs jours, peut-être même plusieurs semaines », a renchéri Olivia Grégoire, précisant que le chef de l'État « reverra possiblement les présidents des forces politiques et échangera avec eux en étant à l'écoute ».

Dans la mesure où Emmanuel Macron va enchaîner, après le sommet européen, sur une réunion du G7 et un sommet de l'Otan, c'est dans l'immédiat la Première ministre, Élisabeth Borne, qui s'est entretenue hier, et continuera à le faire demain, avec les présidents des groupes parlementaires, en assurant chercher « à trouver le chemin avec cette nouvelle Assemblée » nationale.

LA BONNE NOUVELLE

Le bouclier tarifaire prolongé

Mis en place en septembre dernier face à la hausse des prix de l'énergie, le « bouclier tarifaire » va être prolongé jusqu'à la fin de l'année, a annoncé hier la Première ministre Élisabeth Borne. Ce gel des prix de l'électricité et du gaz devait initialement s'arrêter en juillet.

En bref

Un ex-militaire tire dans la tête d'un homme pour un refus de cigarette

Mercredi soir, près de Toulouse, un ancien militaire a tiré une balle dans la tête d'un homme qui aurait refusé de lui donner une cigarette, avant d'être interpellé à son domicile par le GIGN. La victime était hier dans un état critique.

Le Samu mis en cause après la mort d'une femme en Seine-et-Marne

Un juge d'instruction a été chargé d'enquêter sur les causes de la mort d'une femme en 2020 à Reuil-en-Brie (Seine-et-Marne) dont la famille accuse le Samu de négligences.

Les derniers présidents de groupe ont été élus

Après « Renaissance », « Horizons », le Modem, LR, LFI et le PCF (allié à des élus ultramarins) (nos éditions d'hier), les derniers présidents de groupe à l'Assemblée ont été élus hier.

● RN : Marine Le Pen « par acclamation »

Il n'y avait aucun suspense, Marine Le Pen ayant indiqué en début de semaine qu'elle ne comptait pas reprendre la présidence du parti, afin de se consacrer à la présidence du groupe. Elle a été « élue par acclamation » hier.

● EE-LV : un tandem Julien Bayou-Cyrielle Châtelain

Les écologistes se sont choisis à l'unanimité non pas un, mais deux « coprésidents » – une tradition chez eux : le secrétaire national du parti, Julien Bayou, et Cyrielle Châtelain, 34 ans, élue députée pour la 1^{re} fois, qui a permis aux Verts de récupérer un de leurs bastions historiques en Isère.

● PS : Boris Vallaud, un ancien conseiller de Hollande

Il l'a emporté par 26 voix contre 4 à Guillaume Garot (Jérôme Guej, « tombeur » d'Amélie de Montchalin, a abandonné) : Boris Vallaud, 46 ans, fut sous François Hollande secrétaire général adjoint de l'Élysée puis conseiller du Président.



L'ÉDITO de LIONEL PAOLI

Reporter politique
edito@nicematin.fr

Matignon en sursis

Tout ça, c'est la faute des électeurs du Calvados. Si 2 204 d'entre eux n'avaient pas accordé à Élisabeth Borne une courte majorité (52,47 %) face à un candidat Nupes quasiment inconnu, ils auraient enlevé une grosse épine du pied d'Emmanuel Macron. Le Président aurait pu, sans barguigner, désigner un autre chef du gouvernement. Mais la Première ministre a eu la mauvaise idée d'arracher son siège au Palais-Bourbon. Son départ ne serait donc pas l'application de la règle non-écrite qui coûte son maroquin à Brigitte

Bourguignon, battue en Essonne, mais un geste politique. Donc sensible. Va-t-elle « survivre » au remaniement annoncé ? Certains observateurs jugent que sa démission, présentée mardi

mais refusée par l'hôte de l'Élysée, plaide en faveur de son maintien. C'est aller un peu vite en besogne. La tradition veut qu'au lendemain d'un scrutin

national, le chef de l'État accepte la démission du locataire de Matignon... pour le renommer aussitôt en le chargeant de former un nouveau gouvernement ! Or, il paraît difficile de remercier, deux semaines après, une Première ministre formellement reconduite quinze jours plus tôt. La réalité est que le sort d'Élisabeth Borne, singulièrement transparente depuis sa nomination, reste en suspens.

« Pressentis, Bruno Le Maire et Gérard Darmanin ont une tare majeure : ce sont des hommes. »

Le « maître des horloges » veut se donner du temps. Dans les prochains jours, il va tout mettre en œuvre pour définir un mode de gouvernance susceptible de lui redonner des marges de

manœuvre. S'il faut pour cela foudroyer quelques pions, Jupiter n'hésitera pas. Toute la question est de savoir par qui remplacer

M^{me} Borne. Bruno Le Maire et Gérard Darmanin, proches des Républicains, sont pressentis. Mais l'un et l'autre ont une tare majeure : ce sont des hommes. Dégager aussi rapidement la seconde Première ministre de l'histoire pour la remplacer par un encravaté quelconque, ça la ficherait mal. Même si l'Assemblée nationale propulsera sans doute au perchoir, mardi prochain, sa toute première présidente.